



MAIRIE - LE GRAND VILLAGE PLAGE

3 Boulevard de la plage 17370 LE GRAND VILLAGE PLAGE

☎ 05 46 47 50 18

Courriel: mairie@legrandvillageplage.fr

Site : www.legrandvillageplage.fr

ARRETE DU MAIRE N°07/ 2022 PORTANT DEROGATION A LA REGLE DU REPOS DOMINICAL COMMERCES DE DETAIL ALIMENTAIRE – ANNEE 2023

Le Maire de la Commune de Le Grand Village Plage,

Vu la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron »,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 septembre 2017 classant la commune en zone touristique,

Considérant qu'il est souhaitable pour la bonne vie économique d'autoriser l'ouverture dominicale après 13 heures pour les commerces de détail à prédominance alimentaire,

Vu l'avis du conseil municipal émis lors de la séance du 28 novembre 2022,

Vu l'avis du conseil communautaire émis lors de la séance du 15 décembre 2022,

ARRETE :

Article 1^{er} : L'ouverture après 13h, des commerces de vente de détail de produits à prédominance alimentaire pour 2023 est autorisée les dimanches suivants :

- 9 avril
- 28 mai
- 2 juillet, 9 juillet, 16 juillet, 23 juillet, 30 juillet
- 6 août, 13 août, 20 août, 27 août
- 24 décembre

Article 2 : Les commerçants devront respecter les dispositions de l'article L3132-27 du Code du Travail « Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps ».

Article 3 : En vertu de l'article L3132-27-1 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler les dimanches susvisés.

Article 4 : La secrétaire générale, le policier municipal sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- Monsieur le Sous-Préfet
- Chambre de commerce et d'industrie
- DIRECCTE - Unité territoriale de la Charente Maritime

Fait à Le Grand Village Plage

Le 20 décembre 2022

Le Maire,

Patrice ROBILLARD



Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Télétransmis le **20 DEC. 2022**

Publié sur le site internet de la commune le **21 DEC. 2022**